

# Azerbaïdjan Agil Khalil, le combat d'un esprit libre

*Poignardé, passé à tabac, humilié pour avoir voulu exercer son métier, ce jeune journaliste a fui son pays et trouvé refuge en France. Portrait d'un reporter engagé.*

**A** 24 ans, Agil Khalil a le regard désabusé de celui qui a déjà tout vu. Son histoire, il la raconte avec un calme et une lucidité déconcertants. Arrivé en France le 24 juillet dernier, ce jeune journaliste, persécuté pour son travail, n'a pas eu d'autre choix que de fuir son pays, l'Azerbaïdjan. Car il ne fait pas bon être un reporter dans cette ex-république soviétique du sud du Caucase. Son témoignage, celui d'un jeune homme brisé par les rouages d'un pouvoir autocratique et liberticide, rappelle que la liberté d'expression reste un combat sur les rives de la mer Caspienne.

Parler en toute liberté, très tôt, Agil a voulu en faire son métier. Sa vocation n'a pourtant rien de familial. Ses parents, modestes fermiers du Kurdemir, petite province du centre de l'Azerbaïdjan, ne l'ont jamais vraiment poussé dans cette voie. C'est seul qu'Agil a forgé ses convictions. Révolté dès son plus jeune âge par les injustices criantes d'un pays où les droits de l'homme sont enseignés à l'école mais bafoués impunément, Agil rêve de réveiller ses concitoyens.

L'année dernière, après ses études de journalisme à l'université internationale de Bakou, il rejoint le quotidien d'opposition *Azadlyg* (liberté). Les radios et télévisions ont beau mieux payer, elles sont à ses yeux des instruments de propagande à la solde de l'Etat. Agil, lui, veut être libre d'enquêter et d'écrire sur ce que bon lui semble. Les dangers du métier, il les connaît : certains de ses amis ont reçu des menaces téléphoniques, d'autres ont été agressés physiquement. Jamais, pourtant, il n'aurait imaginé

de Bakou, Agil est sauvagement agressé par deux inconnus qu'il vient de photographier. Après l'avoir roué de coups et à moitié étranglé, ses assaillants lui réclament son appareil photo. Le jeune homme réussit à s'enfuir son boîtier à la main, mais laisse derrière lui sa carte de presse. En sang, le visage tuméfié, il se présente dans le premier bureau de police et brandit le portrait de ses agresseurs. Mais les policiers, qui ont manifestement reçu des consignes, tentent de dissuader Agil de

Mais Agil n'en reste pas là. Le 13 mars, il signe un article accusant le ministère de la Sécurité nationale de détruire illégalement l'oliveiraie de Binagadi avec l'intention de vendre le terrain à des promoteurs immobiliers. Et il cite des noms. Ceux de ses agresseurs : Akif Govdavov et Daybey Allah-verdiyev. Embarrassés par une publicité dont ils se seraient bien passés, les agents du ministère ne vont pas mettre longtemps à réagir.

Le soir même, alors qu'Agil s'engouffre dans une bouche de métro, deux hommes lui emboîtent le pas. Le jeune homme, se sentant menacé, remonte vers la rue. En haut de l'escalier, deux inconnus lui barrent la route. L'un d'eux sort un couteau et le frappe en pleine poitrine. Agil s'écroule. Baignant dans son sang à quelques mètres à peine du siège de son journal, il a tout juste la force d'appeler son rédacteur en chef. Il est opéré dans la nuit.

Le lendemain, les diplomates occidentaux affluent dans la petite salle de réanimation de l'hôpital de Bakou. Tous veulent exprimer leur soutien au jeune journaliste. Malgré la volonté des ambassades de dénoncer le climat de peur que tentent d'instaurer les autorités azéries, l'enquête qui démarre a tout d'une mascarade.

Expulsé de l'hôpital d'Etat deux jours seulement après son opération, Agil n'est pas autorisé à rentrer dans sa

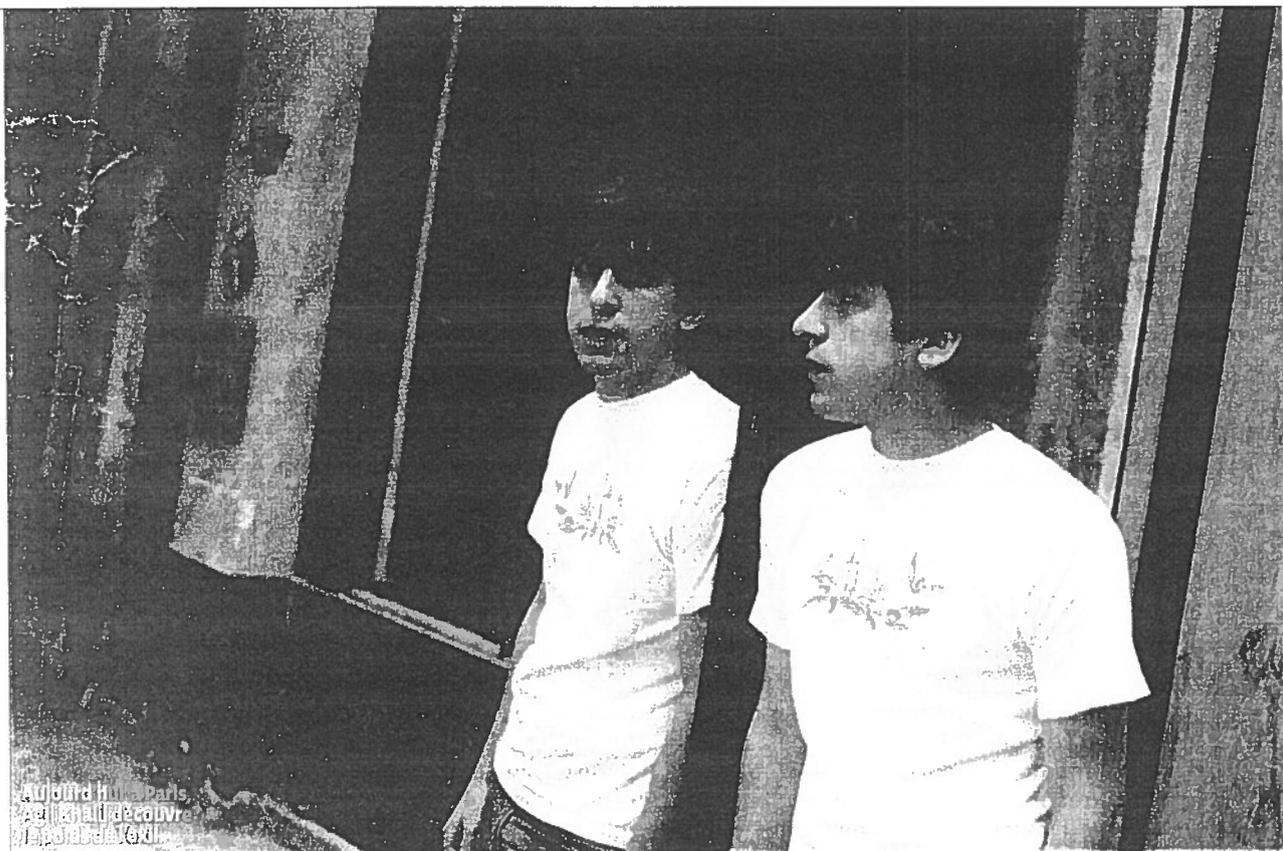


**L'Azerbaïdjan, ex-république soviétique indépendante depuis 1991, est considéré par Amnesty International et Reporters sans frontières comme faisant partie des plus mauvais élèves au monde en termes de respect de la liberté d'expression et des droits humains.**

que la répression puisse prendre un tour si violent.

Car son audace et sa témérité vont rapidement lui attirer les foudres de ceux dont il met en péril les intérêts. En février, alors qu'il enquête sur la destruction d'une oliveiraie dans le quartier de Binagadi, au centre

porter plainte. Pis, ils proposent d'acheter son silence : 50 000 dollars s'il oublie cette affaire. Le journaliste refuse. Dès le lendemain, les photos sont publiées sur le site Internet d'*Azadlyg* et transmises à tous les journaux indépendants du pays.



région natale pour se faire soigner. La piste des agents du ministère de la Sécurité nationale, pourtant évidente, est balayée d'un revers de manche. Agil a beau expliquer que son agression est liée à son enquête, le procureur, de mèche avec ses assaillants, veut en faire une affaire de mœurs.

Les chaînes de télévision, aux ordres, diffusent en boucle les déclarations d'un jeune homosexuel qui s'accuse de l'agression d'Agil : Sergueï Strekaline, arrêté en possession de stupéfiants, a, à l'évidence, fait l'objet d'un chantage. Derrière cette manipulation se cache la volonté de salir Agil aux yeux d'une société musulmane profondément conservatrice.

Rapidement, Agil passe ainsi du statut de victime à celui de criminel. Conduit de force au procès spectacle de son soi-disant agresseur, décidé à ne pas reconnaître Strekaline comme l'auteur

du coup de couteau, il passera quatorze heures menotté sur un siège, les yeux bandés.

Jamais, pourtant, il ne cédera au chantage de ses tortionnaires. Lorsque le juge condamne Strekaline à dix-huit mois de prison, c'est au cri de « Honte à ce tribunal injuste ! » qu'Agil accueille le verdict.

Déterminé à obtenir justice, le jeune homme continue à déranger. Et, bien vite, les intimidations reprennent. Quelques jours seulement après la fin du procès, Agil est passé à tabac à deux pas de son domicile. Pis, on tente de le pousser sous une rame de métro. Le courage du jeune homme a des limites. Agil craint pour sa vie. Constamment suivi, il décide de quitter le pays. Mais, à la frontière avec la Turquie, les douaniers prétextent que les poursuites judiciaires ne sont pas encore achevées et refusent de le laisser passer.

C'est l'ensemble de l'Etat qui s'acharne contre un gamin de 24 ans. Il faudra la mobilisation et l'opiniâtreté des diplomates occidentaux pour que le ministère de l'Intérieur, en conflit larvé



avec les officiers du ministère de la Sécurité nationale, accorde une protection au journaliste. Grâce à l'action de Reporters sans frontières, qui plaide la cause d'Agil cinq mois durant auprès de l'ambassade de France, le jeune homme obtient un visa. Le ministre en personne, Bernard Kouchner, a écrit à son sujet au président Ilham Aliiev.

Mais l'acharnement des autorités azéries est effrayant. A l'aéroport international de Bakou, les douaniers empêchent Agil de monter dans l'avion. Le lendemain, il faudra que ses gardes du corps en viennent aux mains pour qu'il puisse, enfin, s'envoler vers Paris.

Hébergé depuis son arrivée en France dans un centre spécialisé dans l'accueil des journalistes expatriés, Agil découvre le poids de l'exil. Seul dans un pays dont il ne comprend pas la langue, le jeune homme ressasse son histoire. Grâce à Reporters sans frontières, il reste en contact avec sa famille, trop pauvre pour venir le voir en France. Aujourd'hui, Agil veut apprendre le français. Pourtant, quand on lui parle de l'avenir, son visage se crispe. Dans six mois, il devra quitter la Maison des journalistes, c'est la règle. Alors, le futur, il n'ose pas encore y penser. ☘

**Raphaël Destieux**